

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT 2026-0004
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

L'établissement est classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
5	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Qualifications	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pour réaliser les campagnes d'analyse PFAS	article 4	
8	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Levée de mise en demeure
10	Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (modifié par Rgt 2025/718)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un inventaire des substances Pfas. La dernière version transmise à l'inspection est référencée « Version 2 du 28/7/2023 ». Cet inventaire identifie 17 substances parmi les matières premières relevant de la définition des Pfas (respect de la définition de l'AM du 20/06/2023 équivalente à la définition OCDE).</p> <p>Les émulseurs des mousses anti-incendie employés sur le site sont sans Pfas, les anciens émulseurs contenaient des Pfas dont l'identification n'a pas été possible à partir des anciennes fiches de données de sécurité.</p>

<i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'inspection compare par sondage l'état des stocks informatisé et les stocks présents sur site pour les Pfas (réactifs et produit fini) d'une synthèse fluorée. Les stocks mentionnés dans l'état des stocks le plus récent, daté du vendredi 21/11/25 sont conformes aux stocks constatés dans le bâtiment B12 retenu pour ce sondage. <i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. Courriel UD-DREAL du 12/09/2024 demandant un plan d'actions à l'exploitant
Constats :

L'exploitant a transmis son plan d'action et les éléments d'actualisation par 3 courriers :

- EE.EHS 2024-040 du 12/7/2024 ;
- EE.EHS 2025-015 du 10/03/ 2025 ;
- EE.EHS.2025-058 du 25/09/2025.

Il ressort de éléments communiqués que deux composés fluorés restent actuellement en production et sont donc susceptibles de générer des rejets aqueux fluorés. Le plan d'action de l'exploitant prévoit l'incinération des phases aqueuses ayant été en contact avec des produits fluorés à compter de fin 2024 (courrier du 12/7/2024).

Les substances Pfas employées et synthétisées sur le site relèvent bien de la définition des Pfas, les flux d'AOF quantifiés dans les rejets sont donc très probablement imputables à des flux de Pfas sans que d'autres substances organiques fluorées "non Pfas" ne soient identifiées. Toutefois le laboratoire interne de l'exploitant n'est pas en capacité de mesurer les concentrations à l'exutoire de ces substances Pfas, car trop faibles et sur des matrices trop complexes (eaux usées industrielles). La mesures des Pfas individuels du site n'a donc pas pu être réalisée et n'est pas envisagée à ce stade.

Les Pfas employés et fabriqués étant destinés à l'industrie pharmaceutique, leur substitution n'est pas possible.

Les données de surveillance obtenues par l'exploitant postérieurement à la mise en œuvre de l'incinération des phases aqueuse ayant été en contact avec les productions fluorées montrent :

- une forte variabilité des flux d'AOF rejetés ;
- une diminution des flux d'AOF par rapport à ceux quantifiés lors des 3 campagnes initiales, mais des rejets qui peuvent rester importants, de l'ordre de 150 gF/j (vs. 255 gF/j en moyenne sur les 3 campagnes initiales) ;
- une très faible concentration des 20 Pfas « AEP » : maximum de 0,15 µg/L pour le PFOS et une seule autre quantification supérieure à 0,1 µg/L. Ces Pfas n'expliquent donc qu'une très faible partie du flux d'AOF ;
- des flux significatifs en TFA, de l'ordre de 5 g/j ;
- la majeure partie du flux de fluor organique semble donc liée aux substances pfas employées dans la synthèse des médicaments produits sur site, dont ni les précurseurs ni les produits finaux ne sont mesurables dans les rejets.

L'exploitant précise qu'une partie des eaux ayant été en contact avec les synthèses fluorées peut être rejetée, une approche graduée étant mise en place pour écarter les eaux les plus susceptibles d'être chargées en Pfas.

Ecart :Le plan d'action mis en place par l'exploitant n'a pas permis de réduire systématiquement les rejets de fluor organique. Le suivi de ces rejets n'apparaît pas adapté à la variabilité des productions et les paramètres mieux ciblés.

L'exploitant doit définir un calendrier de réduction des flux visant à tendre vers la fin des rejets de

<p>Pfas, mis en évidence dans ses rejets au travers de la mesure indiciaire de l'AOF.</p> <p>Le renforcement attendu du plan d'action pourra être formalisé dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Mesures d'investigation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Deux campagnes de surveillances complémentaires aux campagnes initiales conduites en application de l'AM 2023 ont été réalisées par l'exploitant.</p> <p>Malgré le détournement des phases aqueuses, une quantité importante de fluor organique adsorbable est constaté lors de la campagne de mesure du 21/05/25 : environ 150 gF/j .</p> <p>Les résultats des campagnes des surveillance initiales et complémentaires montrent que les investigations doivent être poursuivies. Ces investigations (recherches des sources de Pfas, suivi des flux) seront formalisées dans le plan d'action renforcé mentionné au point de contrôle précédent.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Les substances Pfas identifiées pour les synthèses actuellement exploitées sur le site ne sont pas analysables par ce laboratoire ni par aucun des laboratoires accrédités Cofrac ou équivalent consulté par l'exploitant. Les émulseurs utilisés sur le site sont des émulseurs sans Pfas. La liste des substances Pfas recherchées dans les rejets aqueux est cohérente avec les capacités analytiques actuelles des laboratoires. <i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a saisi les données de concentrations mesurées dans les rejets aqueux pour les 20 Pfas, l'AOF, ainsi que pour les volumes rejetés, sur ses deux points de rejets. Les déclarations de l'exploitant ont été saisies dans l'application « gidaf » dans les délais prévus par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, c'est à dire entre les mois d'octobre et décembre 2023. <i>Pas d'écart constaté.</i>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 campagnes de prélèvements ont été réalisées par le laboratoires Wessling France site de Lille (Croix), accrédité pour l'échantillonnage des eaux résiduaires selon l'accréditation Cofrac n°1-6579, accréditation désormais transférée à ALS France ; nouveau nom de Wessling, accréditation Cofrac n° 1-1364.</p> <p>Les analyses ont été réalisés par Wessling Germany désormais dénommée ALS Germany GmbH. Ce laboratoire est accrédité équivalent Cofrac par le DAkkS selon la norme ISO 17025 pour le dosage des PFAS dans les eaux usées (et autres eaux) , accréditation D-PL-14162-01-04.</p> <p>La quantification du paramètre AOF a été faite dans les mêmes conditions et ne nécessite pas d'accréditation.</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le Pfos n'a été détecté qu'une fois sur les 3 campagnes, à une concentration maximale de 0,17 µg/L sur OGP1 et 0,15 µg/L sur OGP2.</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Volumétrie des stocks de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : "L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations Classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires."</p> <p>Annexe de la lettre préfectorale du 15 mai 2020 : "Les quantités maximales entreposées sur site doivent être en cohérence avec les quantités indiquées lors du calcul du montant des garanties financières. Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. Les quantités de déchets entreposés sur le site ne doivent pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de : -23 GRV de phases aqueuses acides (dont 6 GRV opaques et 17 GRV translucides, qui permettent de constater un niveau moyen de remplissage d'environ 80%) ; -24 GRV de phases aqueuses neutres (tous translucides et avec un niveau moyen de remplissage d'environ 80% également) ; soit un volume total d'environ 37,6 m³ de phases aqueuse en attente d'élimination.</p> <p>L'inspection a également constaté la présence de : - 23 GRV d'éthanol (revalorisés en externe) ; - 5 GRV de gazole non routier (qui ne constitue pas un déchet).</p>

<p>Les non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 7/12/2023 et ayant motivé l'arrêté de mise en demeure du 31 janvier 2024 sont levées. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 10 : Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (modifié par Rgl 2025/718)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne plus utiliser plus que des émulseurs Ecopol du distributeur BIOEX. Cette gamme d'émulseurs est garantie sans fluor depuis 2002, elle dispose de la certification « GreenScreen », écolabel pour les émulseurs anti-incendie sans PFAS.</p> <p>L'inspection vérifie par sondage en trois points les références des émulseurs : la vessie de 3000 L sur OGP1 (bâtiment 36) comporte bien la mention Ecopol, ainsi que deux bidons stockés dans OGP1.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : L'inspection constate la présence de plus de 50 kg d'anciens émulseurs fluorés sur la zone de stockage des déchets. <i>L'exploitant n'a pas procédé à la notification de ces stocks.</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours